

PHILOSOPHIA SCIENTIÆ

JEAN CAVAILLÈS

L'Allemagne et le Reichstag

Philosophia Scientiæ, tome 3, n° 1 (1998), p. 23-35

http://www.numdam.org/item?id=PHSC_1998__3_1_23_0

© Éditions Kimé, 1998, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « *Philosophia Scientiæ* » (<http://poincare.univ-nancy2.fr/PhilosophiaScientiae/>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

L'Allemagne et le Reichstag
(La Paix pour le Droit 9 (1932), 385-96)

Jean Cavailles

Pour la troisième fois, en quelques mois, l'Allemagne a dû, le 31 juillet, exprimer sa volonté. L'indécision du résultat, les luttes troubles qui ont suivi lui laisse une figure tourmentée, d'expression changeante et facilement trompeuse. Quelques traits de la campagne électorale, quelques détails dans la répartition des voix entre les partis, permettent pourtant d'essayer de se faire une idée à la fois de ce qu'a senti l'homme dans la rue et des forces que son vote a révélées.

Une caractéristique d'abord de cette campagne est la disparition à peu près complète des hommes derrière les partis. Nous avons eu une bataille de symbole. Dans la nuit du 31 juillet au 1^{er} août, quand dans les brasseries la foule attendait les résultats transmis par la T. S. F., la plus complète indifférence accueillait les noms des candidats élus. En dehors des quatre ou cinq chefs, qui sont les 230 national-socialistes, les 133 socialistes ? nul ne le sait sinon les bureaux de partis, nul ne les a désigné sinon quelques conciliabules dans la pénombre. Le système électoral, les habitudes parlementaires allemandes aussi le veulent, qui font du Reichstag un système de masses où chaque individu n'est en général qu'un élément homogène, facteur quantitatif. La conséquence est, à propos du dernier vote en particulier, l'absence de nuance et l'uniformité de la décision que devaient prendre les électeurs.

D'une part, il s'agissait pour eux d'un choix définitif, non pas délégation à des députés d'avoir à agir au mieux de leurs intérêts, mais mandat impératif : avec la proportionnelle de 1919, la Chambre du 16 novembre avait pu renverser Clemenceau pour qui elle avait été élue. Ici rien de semblable : tout Allemand doit décider lui-même entre les quelques panacées universelles qui s'offrent à lui, c'est un combat de Weltanschauungen. — D'autre part, et par suite, l'uniformité de la campagne : le paysan de la Forêt Noire, du Schleswig-Holstein ou de Silésie a entendu exactement les mêmes orateurs sinon les mêmes paroles — car il y avait une démagogie spéciale pour agriculteurs — que l'ouvrier de la Ruhr, de Halle ou de Berlin. Tous, en particulier, ont joui du même "quart d'heure Hitler", avec l'invective contre les trente partis qui déchirent l'Allemagne. La même uniformité s'étendait non seulement à l'intérieur des partis, mais entre eux : un type standard de réunion publique avait fini par prévaloir : défilés de troupes en uniformes avec étendards et musique dont au moins un air était commun aux communistes, socialistes et national-socialistes. Accueil uniformément enthousiaste des foules et saluts à la romaine où la position de la main ou la flexion de l'avant-bras indique seulement si on a affaire à des fascistes ou à des communistes. Puis, discours également vagues avec les mêmes promesses : annulation des réparations, libération de l'Allemagne et suppression du chômage, enfin, chant général soit de l'hymne

allemand, soit de l'Internationale. Peu d'arguments, pas de discussion dans tout cela — les réunions, réellement contradictoires ont été peu nombreuses et se sont, pour la plupart, terminées en batailles rangées — mais déploiement de force, affirmation d'une supériorité de puissance pour entraîner les indécis, raffermir les hésitants. Et dans les affiches, les feuilles volantes, la même technique des formules à l'emporte-pièce, des oppositions verbales empruntées aux meilleures ressources de l'art publicitaire.

Une campagne de publicité, c'est un peu à quoi faisaient penser ces deux semaines, d'abord par le voisinage des affiches sur les mêmes colonnes avec les réclames pour les marques de cirage ou les voyages collectifs dans le Tyrol. Mêmes répétitions de mots : les Hitlerbarone, les Sozi-Bonzen et ce procédé d'hallucination de l'acheteur par des rencontres perpétuelles avec le même signe : croix gammées, trois flèches ou étoile soviétique. Cet amincissement, cette réduction au simple signe a trouvé son triomphe dans la campagne de drapeaux. «Que chaque Allemand ait son drapeau à sa fenêtre», écrivaient les feuilles, et la dernière semaine les fabriques ont travaillé jour et nuit. Dans les quartiers ouvriers surtout, il était pittoresque de voir se superposer à tous les étages ces emblèmes uniformément rouges mais, avec sur fond blanc, les divers signes magiques. Mais c'était encore trop dilué et, à la fin, on en arrivait à une vénération pythagorique des chiffres : 1, 2 ou 3 écrivaient les gamins sur les murs, suivant leur foi socialiste, hitlérienne ou communiste ; 1, 2, 3, 4 ou 5, c'est tout ce qu'avait à décider l'électeur moyen dans les petites brasseries transformées en bureaux de vote, devant les immenses placards portés par des fidèles. — Un simple tirage au sort et voilà pour le destin de l'Allemagne et de l'Europe.

Plus encore que les conditions du scrutin, les circonstances momentanées rendaient le choix difficile. D'abord la confusion de la situation politique. Plébiscite, mais à réponse multiples. Impossible de se raccrocher à la distinction simple, gouvernement-opposition. C'est une partie de l'opposition qui était responsable du passé —

Centre et Social-démocratie — c'est l'actuel gouvernement qui proposait des réformes démagogiques comme le service civil. Avec cela, deux oppositions, gauche et droite, et dont, pour la seconde, on ne savait par moments — car la situation s'est bien éclaircie depuis — jusqu'à quel point elle était sincère : le rétablissement du port de l'uniforme, l'évidence partialité de la police pour les troupes national-socialistes (dans les petites villes on pouvait les voir défiler musique en tête après l'interdiction des manifestations) tout cela pouvait faire douter l'électeur moyen de la sincérité des attaques de Hitler. Et ce n'est pas la politique étrangère qui pouvait servir de pierre de touche : ne voyait-on pas Bruning et la S. P. D. répudier les accords de Lausanne comme un asservissement de l'Allemagne

auquel ils n'auraient jamais consenti.

Enfin et surtout l'atmosphère de crise. Sur l'économique, ce n'est pas ici le lieu d'insister. Le plus superficiel voyageur, traversant la Ruhr ou se promenant dans les rues d'une grande ville, peut se rendre compte à quel degré d'acuité elle est montée ces derniers mois, plus grave encore comme effet moral, par l'absence de ligne intelligible dans son évolution, par l'opacité d'un avenir plein de menaces. Atteignant maintenant à peu près toutes les classes sociales, il est trop clair qu'elle poussait aux solutions extrêmes, non seulement les jeunes, premiers atteints par le chômage, mais d'innombrables catégories de citoyens lésés dans leur traitement, leur pension, leur rente, et surtout redoutant le pire. D'où le second élément : le politique. Que l'Allemagne vive depuis plusieurs mois dans une sorte de guerre civile latente, c'est ce que prouve le triste chiffre des pertes tous les dimanches, en particulier depuis le rétablissement du port de l'uniforme. Mais il faut se rappeler les derniers événements de la campagne électorale : la fusillade du 17 juillet, à Altona, qui fit 17 victimes ; le coup d'Etat du 20 juillet où Berlin eut la stupeur de voir un de ses ministres et son préfet de police arrêtés par la Reichswehr ; le lendemain, la réunion des syndicats, envisageant la grève générale et la riposte du gouvernement, menaçant de prison quiconque s'emploierait à la préparer ; l'état de siège à Berlin et dans le Brandebourg ; les innombrables interdictions de journaux, toute une atmosphère d'affolement, d'in vraisemblable, où tout devenait possible, où les bruits les plus absurdes trouvaient créance. Un instant on put croire que les élections n'auraient pas lieu, puis qu'elles seraient immédiatement suivies d'une marche nazi sur Berlin. A droite, à gauche, au gouvernement même, où la vigueur un peu hâbleuse du chef de la Reichswehr se donnait libre cours, on trouvait le même mépris de la Constitution et du régime parlementaire, les mêmes projets de putsch ou de révolution. Comment émettre, dans un tel trouble, un vote raisonnable, comment peser les arguments et discerner le vrai du faux dans les innombrables feuilles volantes commençant toutes par l'accusation de mensonges pour les autres : «Wie sie lügen» ?

On sait le résultat : écrasement des partis moyens — sauf le Centre, — maintien de forces à peu près égales à droite et à gauche. Mais si maintenant tous s'accordent à l'avoir prévu, il suffisait de voir dans la soirée du 31 juillet, la déception des hitlériens, la joie des

socialistes, pour comprendre que l'Allemagne a montré ce jour-là, pour les circonstances où elle se débattait, un maximum de bon sens et de mesure.

La disparition des petits partis était attendue de tous, non seulement à cause des circonstances trop graves pour qu'on s'attardât aux nuances et ne cherchât pas le massif — programme et parti —, mais en raison aussi d'un sens de l'histoire assez répandu en Allemagne. Notion confuse d'un rythme nécessaire — qui, élaboré, donnera Hegel ou Marx — et par suite, sentiment que seule une action indirecte est efficace, qui tient compte d'un dynamisme autonome, que l'on peut orienter ou déclencher mais non déterminer dans son essence. Ainsi des pasteurs appellent le communisme pour qu'en réaction la foi reprenne son empire. Ainsi beaucoup d'Allemands votèrent pour le national-socialisme, malgré une certaine aversion personnelle, persuadés qu'il était nécessaire que la jeune démocratie allemande traversât cette crise de croissance et qu'il était bon de l'accélérer. D'où le faible chiffre de voix obtenu par toutes les formules trop particularistes, trop éprises de préférences de détails. Des quelque 35 partis qui, à Berlin, se disputaient les suffrages, 12 seulement ont obtenu des sièges, et 5 en nombre suffisant pour jouer un rôle. Remarquable est la quasi disparition des partis paysan, d'état, économique. Le parti paysan (*Deutsches Landvolk*) est passé de 1.108.000 électeurs à 91.000, de 18 sièges à 1, écrasement maximum et dont il faut rendre responsable la propagande national-socialiste dans les campagnes. Le parti économique (*Wirtschaftspartei*) a été également réduit au 1/10 comme nombre de voix (de 1.360.000 à 146.000) à 1/20 comme sièges (de 21 à 1). Là encore il est assez probable que le bénéfice en a été recueilli par Hitler, considéré par les industriels comme un rempart contre le communisme. Enfin le parti d'Etat (*Staatspartei*) fondé en 1930 pour grouper les bons citoyens fidèles à Weimar et à Hindenburg, patronné par la *Gazette de Voss*, a été réduit de 1/4 de son importance (4 députés, 371.000 voix). L'absence de chefs, le fait que Hindenburg s'est assez nettement détourné du système de Weimar, sont probablement cause de ce recul dont ont dû profiter le Centre et la Social-démocratie.

Une autre caractéristique de ces élections est le passage au deuxième plan des préoccupations religieuses. La désaffection de l'Allemagne protestante pour son église, très forte en 1918, avait semblé depuis subir des fluctuations. En tout cas, si la pratique, si même le nombre des inscrits à l'impôt d'église semblait insuffisants, il pouvait subsister le vieux sens collectif luthérien ou réformé, hostile en particulier aux progrès simultanés des catholiques du Centre et des incroyants marxistes. Mais dans la crise pressante des derniers mois, il aurait fallu une formule protestante plus réellement

religieuse que le christianisme exclusivement sociologique des hitlériens ou du gouvernement Von Papen (sauvegarde de la famille, des principes moraux...) En vain quelques protestants de gauche avaient-ils essayé de fonder un socialisme religieux, franchement révolutionnaire, il a sombré l'an dernier. Le seul parti protestant reste le "Christlich-Sozialer Volksdienst", sorte de christianisme social idéaliste, recrutant en majorité ses électeurs dans le personnel actif des églises. Or, il a perdu près de 2/3 de ses voix de 1930 ; même dans le pieux Wurtemberg, il est passé de 91.000 à 50.000. Enfin et surtout caractéristique à ce point de vue est l'avance du Centre, regardé jusqu'ici avec méfiance par les non catholiques : non seulement qu'il ait gagné près de 600.000 voix et 6 sièges, mais qu'à part la Rhénanie, ses plus considérables progrès se soient faits en pays protestant, Prusse Orientale, région de Potsdam et de Berlin. Et même sur le Rhin, à Dusseldorf par exemple, les chiffres montrent que son gain a été pris aux socialistes et aux partis moyens, c'est-à-dire provient d'électeurs en majorité non catholiques. Il est possible qu'en Bavière même le particularisme régional, choqué à la fois par la brutalité centralisatrice de Von Papen et la prussianisation évidente du parti national-socialiste, ait acquis au parti populiste bavarois nombre de voix bourgeoises et paysannes que des motifs confessionnels n'eussent pu lui assurer. Qu'elle qu'ait été l'importance de l'attitude courageuse en même temps qu'habile des évêques (de Mgr Faulhaber à Munich, en particulier), de la virtuosité de Brüning, orateur moyen, mais propagandiste exercé, grandi par son auréole de victime, il semble bien que cette victoire du Centre soit due à ce que, pour la bourgeoisie non socialiste, il ait représenté le seul parti capable de défendre les libertés parlementaires, et la liberté tout court. Le Coup d'Etat du 20 juillet, la brutalité de Von Schleicher, ont dû décider pas mal d'hésitants dans ce vieux pays d'indépendance et de communes autonomes.

La Social-démocratie n'en pouvait profiter, bien qu'elle fut la principale victime. Non pas que la bourgeoisie ait eu peur de son programme révolutionnaire : en douze ans de pouvoir elle avait su montrer sa sagesse. Mais c'est contre elle que s'était acharnée la propagande national-socialiste, c'est elle surtout qui jouait dans ce fouillis le rôle de gouvernement responsable de tous les malheurs. Deux arguments portaient surtout : d'abord la corruption ; elle incarne le "Système", c'est-à-dire le régime parlementaire avec ses camaraderies douteuses, sa cuisine insalubre. De ce régime dont l'Allemagne n'a commencé à goûter qu'en 1918 avec Max de Bade, on conçoit qu'elle ne garde pas un bon souvenir. Elle le rend plus ou moins responsable des nombreux malheurs de cette période, de la descente continue qu'elle n'arrive plus à arrêter ; toutes sortes d'accusations vagues sont portées contre les politiciens du

"Système", et les quelques scandales démesurément grossis, comme l'Affaire Sklarek, qui eut le malheur de durer deux ans. Pendant la dernière semaine, de grandes affiches couvraient tout Berlin, reproduisant décuplée l'annonce parue dans une feuille confidentielle de la Reichsbanner : «pour tous les uniformes de la Reichswehr, les frères Sklarek fournisseurs». Et la S.P.D., le lendemain, de publier un démenti officiel et d'annoncer que la feuille coupable serait châtiée. Cette corruption, dont on n'osa jamais accuser le Centre, elle semblait d'autant plus naturelle en raison du second grief, celui de n'être pas allemand. Non pas tant préjugé de race, qui ferait sourire, mais recroquevillement de toute l'Allemagne sur elle-même — un peu comme la France après 1870 — parce que souffrante et menacée, ce sens national est évidemment un des facteurs essentiels des courants politiques. Or, la S.P.D. a beau régimber contre le tribut de Versailles, réclamer pour les minorités allemandes à l'étranger, elle ne peut empêcher que sa doctrine est internationale, son personnel en partie juif. Malgré ce double handicap, elle s'est, en somme, beaucoup mieux comportée qu'on ne le craignait : ses adversaires pensaient qu'elle perdrait plus de 600.000 voix, plus de 3 sièges sur 136. Sa propagande très active, la constitution du front d'airain avec ses trois flèches, symbole de l'union du parti, de la Reichsbanner et des syndicats, ont pu opérer le redressement : groupant toutes les masses d'intellectuels et d'ouvriers, encore épris de démocratie et de socialisme, largement ouvert aux vents du dehors, le vieux parti de Bebel et de Kautzky est peut-être en train de se retremper dans une nouvelle jeunesse. Comme symbole de sa campagne vaillante et fraîche, on ne peut pas ne pas voir ses groupes de jeunes avec leur ardeur joyeuse, leurs chemises bleues et leur clair salut «Freundschaft!».

Pourtant, la plus importante sauvegarde contre le fascisme ou la dictature des barons est ailleurs. Le gain de voix communistes (près de 700.000) semble provenir à peu près exactement des pertes socialistes. Donc, stabilisation marxiste, comme l'annonçait triomphalement la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, organe de la grosse industrie. Mais que, malgré la campagne acharnée de toute la presse, qui les traite de malfaiteurs, de «Rote Bestie» à abattre comme des chiens, malgré la persécution du gouvernement qui suspend presque constamment leurs journaux et songea sérieusement à déclarer illégal leur parti (il n'y a probablement renoncé que par crainte de se trouver en face d'une majorité national-socialiste au Reichstag), il y ait plus de 5 millions de communistes en Allemagne, cela prouve quelle exaspération peut régner dans la classe ouvrière. Presque hors la loi, persécutés de toutes façons, sûrs, dans toutes les bagarres, que les premiers coups de la Schupo seront pour eux, ce sont des gens qui n'ont rien à perdre et sont prêts à lutter sauvagement. Leurs défilés,

figures pâles et résolues, étaient instructifs, avant le «Demonstrations Verbot». Et bien des hésitations dans la lutte actuelle entre Schleicher et Hitler sont explicables par leur présence. Seules contre eux, ni les troupes d'assaut, ni peut-être la Reichswehr, ne seraient sûres d'en venir à bout. Même unies, la victoire n'est pas certaine contre des gens qui ont faim depuis deux ans et dont la "Ligue antifasciste", fondée récemment, saurait vite se grossir d'éléments socialistes.

A droite, le dernier vote n'a guère laissé qu'un parti. Hugenberg et les populistes, se sentant également menacés, avaient décidé de s'unir pour l'utilisation des restes. Ils n'ont pas eu grand chose à se partager. L'ancien parti de Stresemann, sans programme net, déchiré par des questions de personnes, a été amputé des 2/3 : avec ses 7 mandats, il ne compte plus. Aussi bien, les industriels ont-ils trouvé d'autres porte-parole. Quant à Hugenberg, la vieille Allemagne des barons, il a souffert de ce que ses amis, quoique non-parlementaires, aient pris le pouvoir et déjà promulgué quelques mesures impopulaires, comme la diminution des pensions, des traitements et des indemnités de chômage. Il a souffert surtout de n'avoir aucun programme précis, que des lamentations puérides vers un passé définitivement disparu. Quoiqu'il ait encore 37 députés, dus en partie aux amabilités du gouvernement à son égard — par moment cela prenait des allures de candidature officielle et on se rappelle les lettres dont Hugenberg fut honoré, — il ne peut jouer de rôle puisqu'il a le malheur de soutenir un gouvernement antiparlementaire. Qu'il fasse ce qu'il voudra avec ses amis du Casque d'Acier, le vie allemande n'est pas là.

Pour le parti national-socialiste, la presse a, en France en particulier, insisté sur ce qu'il n'avait pas crû depuis l'élection présidentielle. Mais, outre que les conditions se trouvaient différentes (en particulier pour le deuxième tour, malgré le nom du feld maréchal, Hitler pouvait, en somme, compter sur tous les opposants de droite), c'est avec le scrutin de 1930 qu'il faut comparer comme pour les autres partis, et le gain est considérable. Tellement grand, surtout pour un parti révolutionnaire, qu'on pouvait se demander comment il ne prenait pas le pouvoir de force. S'il avait été homogène et réellement fasciste, comme certaines formes de sa propagande tentaient de le faire croire, il n'y eût pas eu d'hésitation : et les incidents de Königsberg et d'autres points du territoire ne sont que la manifestation naturelle de ce caractère, existant, mais seulement d'une façon partielle. Il y avait sans doute la crainte salutaire des communistes et des éléments jeunes du socialisme. Mais surtout, il y avait l'extrême hétérogénéité du parti, faiblesse suite de sa puissance, due à l'ampleur de la propagande. Celle-ci, la plus tapageuse de l'Empire, a su s'adresser habilement à tous les

milieux sociaux. Pas un coin de l'Allemagne, pas un corps de métier qui n'ait reçu autant et plus de tracts national-socialiste que de tous les autres partis réunis — et parfois même ils étaient les seuls. Pour ces réunions imposantes, où presque toujours, grâce à son avion personnel, "le Führer" réussissait à venir faire une apparition, pour cette publicité de tous les instants faite par les militants en uniformes dans les rues, le parti national-socialiste distança de loin les autres. Et la presse lui était, en général, favorable : non pas la grande, mais la bienveillance forcée de celle de Hugenberg et de la gouvernementale *Deutsche Allgemeine Zeitung*, mais celle de province, affichée dans toutes les petites villes où on achète que peu les journaux et où, partout, sans adhésion explicite, le parti pris hitlérien était évident. Propagande massive, propre à entraîner les adorateurs de la force, possible seulement grâce à de puissantes aides financières. Propagande vague aussi et par là même de portée étendue : marxistes ou catholiques devaient se réclamer d'une certaine doctrine comportant au moins quelques points précis. Les national-socialistes rejetaient systématiquement le rationnel : ce sont là jeu de juifs ou d'étrangers : le vrai Germain a recours au cœur, aux profondes intuitions de la race. Traduction grossière d'un mouvement philosophique puissant, cet anti-intellectualisme facilitait singulièrement la diffusion et permettait de donner son pain à chaque groupe : au capitaliste, lutte contre le marxisme dissolvant ; aux femmes, défense de la famille, retour aux vieilles traditions allemandes ; aux jeunes, continuation de la libération saine, inaugurée par le mystique mouvement de jeunesse. Mais en s'agrippant plus étroitement à certains milieux, cette propagande devait en subir l'action en retour. D'où au moins trois courants aujourd'hui distincts, demain peut-être ennemis.

Courant révolutionnaire, peut-être le plus près des origines, en tout cas le plus voisin du fascisme. — Une révolution de droite, sœur ennemie de la communiste, mais aussi hardie pour certaines réformes sociales. C'est la tendance de Goebbels ; une bonne partie des troupes d'assaut s'y rattache, jeunes chômeurs affamés qu'une chiquenaude a fait s'enrôler là, plutôt que sous l'étoile rouge. Les transfuges ne sont pas rares. On a pu voir pour le deuxième tour de l'élection présidentielle, qu'un certain nombre de communistes avaient voté pour Hitler. C'aurait pu être simple politique du pire. Mais il y a des faits plus nets, des conversions collectives de petits groupes communistes, non seulement ouvriers, mais aussi étudiants. Ce sont des éléments exaspérés, ardents surtout à renverser l'ordre existant. Qu'un jour quelque chose les blesse dans le marxisme, que l'antisémitisme les prenne, leur seule ressource sera d'aller en face, dans la maison brune où ils trouveront les mêmes condamnations, les mêmes appels âpres au sacrifice, et, au moins s'il s'agit de Goebbels,

une foi prolétarienne analogue. Mais de tels passages ne font qu'accroître la haine entre les deux troupes (que l'on songe aux incidents de Moabit, à Berlin, et dans le nord-est récemment). Entre elles deux, c'est une question de force.

Heureusement elles ne sont pas seules. L'élément bourgeois devient une importante minorité dans le national-socialisme : il suffit, pour s'en rendre compte, de considérer qu'un peu partout — dans le Palatinat par exemple — ses gains proviennent de la disparition des partis économiques, populistes, d'état, partis bourgeois par excellence. C'est sans doute l'élément le plus amorphe et le moins stable : industriels craintifs devant les chômeurs, petits boutiquiers, fonctionnaire atteint dans leurs intérêts et se permettant cet excès avec une rage de faibles, ou simplement provinciaux attendris de voir enfin reparaître dans leurs rues, imprudemment démilitarisées, leurs fils en beaux uniformes. La formule hitlérienne a, pour ces milieux, le gros avantage de concilier une exaspération momentanée, un esprit frondeur causé par la crise, avec le respect bourgeois de l'Etat et l'amour de l'ordre. On peut jouer à la révolution, la conscience tranquille : les boucs émissaires seront le marxisme, les juifs et les étrangers. Et cela a une autre vigueur tonique que les pieuses homélie du Geheimrat Hugenberg.

Enfin le mouvement paysan : ce fut la grande idée, peut-être le plus grand facteur de succès des hitlériens, d'avoir su s'adresser aux campagnes. Celles-ci, écrasées d'impôts, n'arrivant pas en général à vendre assez cher leurs produits pour vivre, les terres se couvrent d'hypothèques et les grandes propriétés périclitent lentement. L'invention national-socialiste est d'utiliser l'agriculture pour sauver l'Allemagne : loin de l'exploiter par des charges fiscales, on devra la dégrever complètement car, par elle-seule, l'Allemagne pourra renaître, en vivant de ses ressources. Pour l'industrie, il faut au moins l'acheteur étranger, et, avec la crise mondiale, on peut attendre encore longtemps. Le plus sage est donc, pendant ces dures années, de se replier sur soi, de vivre de son sol. Bien plus, les grands domaines en friche de l'est supprimeront partiellement le chômage par l'établissement de colonies agricoles. Quel que soit le chimérique de ces projets, il est évident que les campagnes y ont mordu ; il suffit de voir les gains de voix : en Prusse Orientale, en Poméranie, en Schleswig-Holstein, en Franconie où le "Deutsches Land volk" a pour ainsi dire disparu. D'une souffrance paysanne incontestable, il était naturel que les national-socialistes fussent bénéficiaires ; les communistes ont gagné des voix dans tous les pays agricoles, signe non douteux d'une radicalisation croissante. Mais ils ne pouvaient prétendre aux masses ; surtout si près de la Russie, d'où viennent des bruits fâcheux sur le sort du Koulak. Changer le système économique, et d'une façon assez révolutionnaire pour supprimer les

hypothèques, c'est une nécessité pour le paysan allemand — d'où son vote.

Pour ces intérêts disparates, on ne peut évidemment omettre le trait d'union nationaliste. Mais ici encore on déforme vite : sans doute agressif, en particulier contre certaines exigences étrangères, c'est avant tout quelque chose de positif. Parfois puéril, d'un sentimentalisme agaçant, c'est l'effort d'un peuple pour se ressaisir lui-même dans la débâcle. Qu'il divinise alors son énergie, qu'il s'adore lui-même dans son passé, ce sont là conséquence de l'essentiel, le sursaut de volonté contre la mort. Et il importe de se représenter la mort lente de ces années d'après-guerre : pour le peuple tout se tient, défaite, réparations, chômage. Il distingue mal souffrances matérielles et morales. Il sait qu'il n'a pu encore retrouver son honneur, qu'on lui refuse une politique indépendante, le droit d'avoir une armée. On lui répète que l'article 231 l'atteint lui aussi et non seulement quelques fuyards oubliés. Alors il mêle tout et croit qu'en se libérant, il fera éclater cette coque d'angoisse et d'humiliations. Du soleil et du pain ! D'où les revendications intempestives et le succès d'un Schleicher. Certaines liaisons sont du reste conscientes : les 3 milliards de Lausanne ont pris une importance considérable, occasion de rappeler la saignée du peuple allemand, 22 milliards 1/2 de marks or — à multiplier par quel chiffre si l'on tient compte des colonies arrachées ! Pour le plan agricole de Prusse Orientale, il faut un passage facile, d'où suppression du corridor ; pour l'excès de population, il faut des colonies. La crise même, dans ses origines, est bien causée par les crédits à court terme, l'endettement progressif de l'industrie, écrasée par le plan Dawes. Tout cela, juste ou non, c'est la conscience populaire qui le remâche et nul n'y peut rien changer. Qu'il s'y mêle pas mal d'égoïsme puéril, d'orgueil national, d'incompréhension pour l'étranger, c'est une chose fatale chez un peuple meurtri de sa défaite, attendant encore une platonique satisfaction d'amour-propre. Mais le vieil impérialisme brutal des hobereaux est autre, et si l'habileté d'un général réussit à faire la synthèse, ce sera captation, non continuation.

Il n'appartient pas à l'étranger de choisir : la véritable Allemagne est aussi bien avec Thaelmann. Mais peut-être, à côté du frais symbole des jeunes socialistes, une de ses images les plus vivantes est-elle aussi ces réunions campagnardes — non pas le Stadion berlinois avec ses défilés brutaux, mais la bonne humeur d'une petite ville provinciale où paysans et professeurs mènent en paix la même tâche humaine. Un soir, dans une grande prairie,

15.000 personnes s'agitent. Toute la journée, des cars bruyants les ont transportées des villages voisins, et dans les rues, à nom de savants illustres, c'était une joie de kermesse. Maintenant, redingotes démodées et blouses misérables, ils écoutent, après deux heures d'attente sous la pluie. Ils écoutent des paroles banales, ils voient des gestes ridicules ; mais pour leurs cœurs opprésés par le dur souci — die Sorge, cette divinité de l'Allemagne d'après guerre — c'est pourtant la libération : « Vous étiez asservis à des étrangers, vous êtes victimes de politiciens cupides : Chassez-les, unissons-nous et nous nous sauverons nous-mêmes ! ». Non pas emportement impérialiste mais émotion grave, joie d'un retour au foyer perdu, quand s'élèvent les strophes religieuses du vieil hymne de Haydn, si mal traduit et qui n'aurait jamais dû exprimer menace ou mépris pour d'autres peuples, mais seulement volonté d'une union difficile, d'un retour à l'antique génie germain de Wotan et du Saint-Empire. Dans les chemins obscurs où la foule se répand en silence, quelques branches humides remuent toutes seules, lutins échappés du Brocken tout proche. Plus bas, dans un vieux cimetière sans clôture, Gauss et Riemann poursuivent leur puissant sommeil. L'Allemagne des légendes, l'Allemagne de Goettingue est là de tout son poids, sagesse et mystique. Sur ces sentiers aussi il vaut la peine d'essayer de la comprendre.

22 Août 1932

J. Cavallès

Agrégé de l'Université

P.-S. — Depuis l'envoi de ces lignes, les événements se sont multipliés, sans dénouer une crise dont le paradoxe croît tout les jours. Il est explicable, au moins partiellement : 1° Par le triangle des forces à peu près égales et deux à deux ennemies : Gouvernement et Reichswehr, national-socialisme, prolétariat marxiste. Il est évident que les ouvriers, K.P.D. ou S.P.D. n'ont qu'indifférence ou du goût pour la lutte de Hitler-Von Papen. — 2° Par l'hétérogénéité du national-socialisme ; seule la minorité fasciste partirait en guerre. Paysans et bourgeois aiment trop l'ordre et n'auraient qu'à perdre à une guerre civile.

C'est ce qu'a fort bien compris Schleicher. D'où ses deux manifestes pour l'égalité des droits (27 juillet et 29 août) : essayer de

L'Allemagne et le Reichstag (1932)

"rendre à l'Allemagne son honneur" c'est voler à Hitler un de ses objectifs, c'est réaliser la captation dont il était parlé plus haut. Dans cette action — pure des fins militaristes qu'il peut y poursuivre — il a d'ailleurs tout le peuple derrière lui. Mais restent l'énigme économique, les incidences du décret-loi du 4 septembre. D'elles dépend le succès de l'opération. Ce n'est peut-être pas uniquement la faute de l'Allemagne si "les barons" peuvent aujourd'hui la tenter.

J. C.